



Le 15 avril dernier, se tenait à Paris à la bourse du travail dans une salle pleine à craquer les assises citoyennes pour les libertés publiques et la défense de nos droits individuels et collectifs. À l'origine, une tribune signée en janvier principalement par des sociologues, chercheur-ses, artistes qui dénonçaient les répressions à l'encontre des mobilisations écologiques, sociales. La diversité des organisations qui ont pu s'exprimer a été une des clefs du succès de cette journée : contre les violences policières dans les quartiers populaires, les mouvements écologistes, les syndicalistes, magistrats, avocats et la LDH (Ligue des droits de l'homme) dernièrement mise en cause par le ministre de l'Intérieur et la première ministre. Solidaires (comme la CGT et la FSU) a pu témoigner de cette dégradation des libertés fondamentales qui s'accélère, des répressions syndicales et violences policières qui se banalisent dangereusement. Le mouvement social contre la retraite à 64 ans a particulièrement mis en lumière la dégradation accélérée de la démocratie sociale et parlementaire et les dérives qui mettent à mal le droit de manifester, de contester : un pouvoir qui nie un mouvement de grève et de manifestations avec plusieurs millions de personnes dans la rue,



une répression accrue après l'utilisation du 49-3 et des manifs avec des violences policières qui ont notamment mutilé, blessé deux camarades de Solidaires, des gardes à vue abusives, des arrêtés d'interdiction de manifester qui se multiplient. On se doit de ne pas omettre tout l'historique de la dégradation des libertés, notamment depuis le nouveau schéma du maintien de l'ordre sous les lois travail, en n'omettant pas l'origine des violences policières dans les quartiers populaires, et son déchaînement envers les gilets jaunes, et récemment à Sainte-Soline, en faisant aussi le constat d'un empilement de lois qui visent à surveiller et punir le mouvement social, loi sécurité globale de mai 2021, suivie de la loi sur le contrat d'engagement républicain qui vise à priver de finances ou interdire certaines associations. Les organisations, associations, sont conscientes des dérives majeures et sont dans une réflexion active pour mieux s'organiser, se renforcer, se coordonner contre ces dérives. Parce qu'avec l'extrême droite qui attend son heure, toutes ces pratiques, dérives, arsenaux législatifs signeraient véritablement la fin de toutes nos libertés. Solidaires à tous les niveaux prend sa part dans cette lutte vitale et unitaire. **NO PASSARAN !**

Image Thierry Sarfis

**Face aux attaques et menaces
sur les droits et libertés fondamentales,
s'organiser, se renforcer !**